

Les filières agro-alimentaires ultramarines face à de nombreux défis (PAPIER D'ANGLE)

Par Emmanuelle TRECOLLE

Paris, 3 mars 2016 (AFP) - Approvisionnement en produits agricoles compliqué, concurrence avec des pays voisins à très bas coûts, relations tendues avec les banques, le secteur agroalimentaire dans les départements d'outremer fait face à un ensemble de difficultés particulières. "Nous travaillons avec une vingtaine d'agriculteurs, pour le reste ce sont des particuliers qui nous amènent les fruits" venant de leur jardin "car il y a un manque de fruits en Guyane", raconte à Bernard Boullanger, fondateur de la marque de confitures et de sirops Délices de Guyane, lors d'une rencontre au Salon de l'agriculture à Paris. L'anecdote pourrait passer pour un argument marketing si elle ne cachait de sérieuses difficultés pour l'industriel qui doit payer cash ces contributions et qui est parfois passé pas loin de la pénurie, notamment de piments, par manque de culture intensive. "Le développement végétal est aujourd'hui à son balbutiement en Guyane", explique M. Boullanger qui "accompagne la structuration agricole en Guyane". "On est une locomotive", assure-t-il.

Règlements européens

L'entreprise martiniquaise de transformation de fruits tropicaux Denel a elle choisi de développer un groupement de producteurs de goyaves pour sécuriser son approvisionnement. Après un travail de longue haleine avec les petits producteurs, l'entreprise peut maintenant compter sur un total de 60 hectares cultivés, explique son directeur Philippe Vourch. Mais "est ce que ça vaut le coup de transformer les fruits locaux, plutôt que de faire entrer des containers ?", autrement dit de s'approvisionner à l'étranger, s'interroge le patron guadeloupéen de la marque "Caraïbe croc saveur" Tony Mohamedaly. En effet, la production locale est beaucoup plus chère que les fruits importés de pays voisins, car elle est soumise à des règlements phytosanitaires européens très stricts. Pour l'instant, il a choisi de payer les producteurs locaux plus chers s'ils "livrent la totalité de leur production chez (lui)" pour garantir son approvisionnement. Mais la question de la concurrence exercée par les voisins directs, qui ne subissent ni les mêmes charges, ni les mêmes réglementations environnementales et sociales est un souci constant dans les départements d'outremer. "Je ne peux pas me battre avec Madagascar, avec (l'île) Maurice, mais je peux me différencier", assure le réunionnais Gérard Rangama, patron de la marque de confitures "Soleil Réunion". Il met en avant le succès de sa confiture au chouchou parfumée au géranium, primée au concours général du salon de l'Agriculture, pour expliquer que c'est l'innovation qui fait la différence.

Garantie exorbitante

"La République Dominicaine, le Brésil, l'Équateur sont à quelques jours de mer de chez nous", constate M. Vourch, des pays où "un bon salaire est de l'ordre de 400 euros par mois", alors "il y a un vrai enjeu à faire en sorte d'être dans des conditions de jeu au moins au niveau sanitaire". Mais pour cela il faut pouvoir s'équiper des meilleures machines, investir, et là encore les industriels ultramarins dénoncent des entraves propres selon eux aux départements d'outre mer. En Guadeloupe, "les banques sont plutôt des caisses de dépôt que des banques" ironise M. Mohamedaly qui raconte qu'on lui a demandé "150% de garantie de prêt" pour les investissements qu'il voulait réaliser. "Même en hypothéquant tout, ça ne marche pas". "C'est très ong pour avoir des décisions bancaires", témoigne M. Boullanger qui a attendu jusqu'à 9 mois l'autorisation pour l'obtention d'un prêt. "Les banques sont très frileuses", et en plus "aucune décision bancaire n'est prise en Guyane", tout passe "par la métropole", assure-t-il. Le secteur agro-alimentaire représente pourtant dans les départements d'outremer près de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et 12.000 emplois, soit le tiers des salariés de l'industrie des Dom (contre 17% en métropole). Par ailleurs, les Dom exportent 40% de leur production vers la métropole, en grande partie du sucre et des boissons, mais importent 75% de leur alimentation depuis l'hexagone. Les exportations en dehors de métropole ne représentent que 8%.

AGRA-FIL du 2 mars 2016

L'Outre-Mer veut mieux valoriser ses produits agricoles transformés

Comment mieux valoriser les produits agricoles transformés ultramarins ? Telle était la question posée à l'occasion d'un colloque organisé le 1er mars au Salon de l'agriculture, à l'initiative de l'Odeadom (Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer), en présence de la ministre de l'Outre-Mer, George Pau-Langevin. 150 personnes étaient réunies - producteurs, industriels, grande distribution, associations de consommateurs et institutionnels - afin d'identifier des pistes pour développer la production et la diffusion des produits agricoles transformés de l'Outre-Mer. Ce premier colloque initie une année de réflexion, au cours de laquelle des groupes de travail devront s'interroger sur des sujets tels que le marketing, la problématique des produits phytosanitaires ou l'organisation des filières. Alain Blogowski, chargé de mission à l'Odeadom, espère "avoir des pistes concrètes pour le prochain Salon de l'Agriculture".